

Dr Mukwege : « Je ne suis candidat à rien, mais si la base me le demande... »

Le médecin-chef de Panzi pose un diagnostic sévère sur la situation politique en République démocratique du Congo. Il participera à une rencontre-débat jeudi prochain à l'occasion des 40 ans de l'Hôpital Erasme.

RENCONTRES
LE SOIR ULB

Denis Mukwege

Denis Mukwege, 62 ans, a étudié la médecine à l'Université de Bujumbura et s'est spécialisé en gynécologie à Angers. Depuis des années, dans l'hôpital de Panzi qu'il a installé au sud de Bukavu, il reçoit, reconforte et « répare » des dizaines de milliers de femmes victimes de violences sexuelles au Kivu. Il interpelle sans relâche la communauté internationale afin de tenter de briser le mur du silence qui scelle le martyre de ces femmes. Les prix destinés à récompenser son action (entre autres le prix des droits de l'homme des Nations unies et le Prix Sakharov) se multiplient depuis 2008.

A New York où il se trouvait à l'occasion de l'Assemblée générale de l'ONU, le médecin chef de l'hôpital de Panzi a abordé le sort d'un autre « grand malade » : la République démocratique du Congo qui s'enfonce dans la crise. Nous lui avons demandé s'il avait le sentiment que les « grands de ce monde » et l'opinion internationale dans son ensemble avaient pris la mesure exacte de la gravité de la situation en RDC. « On perçoit la gravité de la situation, mais ne voit pas que faire. Entre ceux qui pensent que les élections peuvent attendre et ceux qui pensent qu'elles doivent avoir lieu rapidement, il y a un fossé qu'il faut essayer de combler. Le 31 décembre prochain, l'accord dit de la Saint-Sylvestre, qui donnait encore une petite légitimité au pouvoir de Kinshasa, arrive à son terme. Et au-delà de cet accord, il n'y a

rien. Normalement, il aurait fallu organiser les élections avant cette date. Mais on voit très bien que les manœuvres de Kinshasa, c'est d'éviter cette échéance. Combien de temps la communauté internationale va-t-elle accepter de jouer un rôle de pompier, tout en sachant très bien qui est le pyromane ? Ce qui se joue c'est "moi et le chaos". Un chaos qui est préparé et qui se répand. Il y a des territoires qui sont presque complètement aux mains des groupes armés. »

L'Union africaine s'est montrée plus compréhensive que les Occidentaux, en déclarant qu'elle pourrait accepter des élections en 2018 à condition qu'elles soient bien organisées...

Ceux qui veulent donner un nouveau répit au régime, ce sont des gens qui n'aiment pas les Congolais... Dans les Kivus, depuis la guerre dite de Libération, il y a des populations qui n'ont jamais connu la paix... A ce stade, faute d'élections aux différents niveaux, aucune personnalité politique n'est légitime. Bourgmestres, maires de ville, chefs de quartier, tous ne rendent compte qu'à celui qui les a nommés à Kinshasa, au pouvoir central... C'est pourquoi les manifestants sont régulièrement réprimés. La solution doit venir de la base. Mais la répression est très forte, et impunie.

Une autre guerre est-elle pensable ?

Nous avons passé vingt ans dans une guerre menée pour le contrôle du coltan. Si cette situation se prolonge, nous allons assister à une autre guerre, menée pour le contrôle du cobalt.

Croyez-vous que les dialogues qui se succèdent pourraient représenter une solution ?

Déjà au moment du premier dialogue, dirigé l'automne dernier par le médiateur togolais Edem Kodjo, j'étais sceptique. Le dialogue ne peut pas remplacer les élections. Mais comme au bout du compte, il y avait des postes à distribuer, tout le monde s'était précipité. Et aujourd'hui voilà que l'on parle d'un troisième dialogue... Si l'on parle de partage du gâteau, j'ai le sentiment que ce dernier est en train de diminuer sérieusement. Pouvez-vous imaginer un pays de 80 millions d'habitants, dont le budget de l'an dernier était de quatre milliards ? Voyez la situation actuelle : à Goma, à Bukavu, le choléra sévit... Chez nous la santé, l'éducation, cela n'existe pas. Où part l'argent ?

Peut-on imaginer une transition sans Kabila ?

Pour que des élections claires, transparentes crédibles puissent avoir lieu, il faut que le pouvoir actuel se retire. Il faudra alors mettre en place une équipe neutre qui sera chargée de mettre les choses en place, d'organiser les élections. Il faudra mettre en œuvre des principes qui permettront que désormais tous les partis politiques, après la transition, puissent concourir à égalité des chances, défendre leur programme politique.

Il n'empêche que c'est Kabila qui dispose encore des armes, de l'argent, des soutiens internationaux...

Le miracle peut quelquefois être accompli par les gens de bonne volonté, quelque chose peut se passer en interne. Mais la destruction est telle que l'on aura toujours besoin des pays amis pour reconstruire et nous aider à mettre en place des institutions qui permettront l'organisation

des élections. Résumons : il faudrait donc une période transitoire, qui permettrait de remettre de l'ordre, et à la tête du pays on placerait des personnalités crédibles et provisoires... Ces personnes n'auront pas le droit de présenter leur candidature aux élections. Cependant, les élections ne vont pas résoudre les problèmes du Congo. Ce qu'il faudra, c'est un changement de mentalité.

Allez-vous trouver une équipe capable de gérer cette période intermédiaire ?

Voici un mois, j'avais organisé à Kinshasa une conférence à laquelle participaient une soixantaine d'intellectuels, d'universitaires. Des gens ont alors pris des risques pour parler, pour dénoncer des situations inacceptables. Oui, dans ce pays, il y a des gens qui sont capables de se lever, de se lancer dans la bataille. Mais la communauté internationale doit les sécuriser...

Si cette transition se mettait en place, accepteriez-vous de jouer

avec l'équipe ?

Ah ! cette question... Je ne suis candidat à rien du tout. Il faudrait que le peuple comprenne mon raisonnement : plus encore que la transition, que les élections elles-mêmes, ce qu'il faut réaliser, c'est le changement de mentalité, pour mettre l'homme au centre des préoccupations... Deux ans, ce sera juste le temps de jeter les bases pour aller vers un changement du système... C'est un rôle qu'on ne peut jouer que si le peuple le décide. Ce n'est pas moi qui dois le solliciter, mais si la base me le demande, c'est qu'elle va me soutenir dans la vision qui est la mienne. Et alors je peux être sûr que cette construction va se mettre en place...

Etes vous connu ailleurs qu'au Kivu ?

Même si on ferme les télé et les radios, l'information passe. Quand les gens disent « nous pensons que le D Mukwege peut faire la transition puisqu'il est

intègre », c'est un argument qui me plaît, un message d'ordre moral... Moi je crois au peuple congolais. Nous ne sommes pas faibles, pas éteints... On peut encore rebondir. Les Congolais ne sont pas couchés, ils sont debout. J'ai reçu des lettres, des menaces, beaucoup a été fait pour me pousser à aller en exil. Mais cela je ne peux pas le faire. J'ai déjà perdu beaucoup de gens autour de moi. Ce serait une lâcheté de les abandonner, de me sauver. Je ne peux pas faire cela. Je ne serais jamais tranquille. Ici, je ne serais jamais heureux... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN

le praticien « Guérir le corps des femmes et soigner leur âme »

A Panzi, l'hôpital du docteur Mukwege prend les femmes en charge d'une manière holistique : elles ne sont pas seulement des malades, des êtres en souffrance, mais des personnes complètes, et l'attention dont elles bénéficient concerne le corps mais aussi l'esprit, le moral. « Il s'agit de les guérir complètement », souligne le docteur Mukwege. Au cours de la soirée organisée à l'occasion du 40^e anniversaire de l'hôpital Erasme, où il s'entretiendra avec le docteur Kirkpatrick, le médecin-chef de Panzi sera interrogé à propos du corps des femmes, lui qui, dans les cours qu'il donne à Panzi, apprend aux femmes à se servir d'un miroir pour mieux connaître leur appareil génital, lui qui souligne sans cesse le fait qu'auprès des femmes, il apprend sans cesse le courage, la résilience, même après les pires souffrances, les plus atroces humiliations.

Les interlocuteurs bruxellois du docteur Mukwege l'interrogeront aussi sur des questions sen-

sibles, le planning familial, la pilule du lendemain, l'avortement...

Sur ce dernier sujet, le docteur est clair : il rappelle que la loi congolaise interdit l'avortement et que le pratiquer est passible de lourdes peines de prison, allant de trois à cinq ans d'emprisonnement... « Si je disais autre chose à ce sujet, je pourrais être arrêté à mon arrivée au pays, je dois respecter la loi... »

Le médecin-chef de Panzi sera aussi interrogé sur la mentalité des hommes du Kivu, qu'il s'efforce de faire évoluer

Le médecin-chef de Panzi sera aussi interrogé sur la mentalité des hommes du Kivu, qu'il s'efforce de faire évoluer afin que ses compatriotes respectent mieux les femmes, les défendent si nécessaire, les protègent à l'instar des membres du groupe auquel il appartient, les « V Men », qui mobilisent les notables de Bukavu.

Les efforts menés auprès de l'opinion publique, la dénonciation inlassable de l'impunité peuvent être couronnés de succès : voici quelques années, une nouvelle pratique était apparue à Kavumu, l'un des quartiers populaires de Bukavu. Des petites filles, parfois des bébés, étaient enlevées de nuit dans la maison de leurs parents et ramenées à l'aube, blessées, victimes de viols.

Non content de soigner les petites victimes, le docteur Mukwege entama une campagne de dénonciation de ces pratiques. Il mobilisa l'opinion, dénonça l'impunité. Des manifestations furent organisées, des personnalités politiques sensibilisées. La police fut mise en cause, la magistrature interpellée.

« Cette mobilisation a fini par produire des résultats, raconte le docteur. Des enquêtes policières ont été lancées et un député membre de la majorité a été arrêté, ainsi que ses complices. Malgré les protections dont le groupe espérait bénéficier, ses membres

ont été mis hors d'état de nuire. Et depuis lors, les viols d'enfants ont cessé... Ce qui montre que lorsque tout le monde se mobilise, on peut arriver à un résultat... » Lors de la soirée à Erasme, le docteur sera aussi interrogé sur le planning familial. « Les femmes du Kivu, comme beaucoup d'Africaines, pratiquaient spontanément l'espacement des naissances puisqu'elles allaient les enfants durant deux ans au moins, ce qui empêchait les grossesses trop rapprochées... Aujourd'hui, ce qui joue, ce sont les chances de garder les enfants en vie : une femme limitera plus volontiers les naissances si elle est assurée de l'avenir de ses enfants... »

Le docteur, de confession protestante, répond en souriant lorsqu'on l'interroge sur le rôle de la religion : « Si on lit bien la Bible, on découvre qu'Adam et Eve n'ont eu que deux fils, Caïn et Abel... » ■

Propos recueillis par
C.B.

PROGRAMME**Rendez-vous sur le campus Erasme**

Denis Mukwege, docteur en sciences médicales, et la Pr Christine Kirkpatrick, chef de clinique en obstétrique à l'Hôpital Erasme, participeront à la rencontre ULB/Le Soir le jeudi 12 octobre à 18h30 à l'amphithéâtre J sur le Campus Erasme.

A l'occasion des 40 ans de l'Hôpital Erasme, cette Rencontre sera animée par Béatrice Delvaux et Colette Braeckman, journalistes du Soir. Elle reviendra sur les grands dossiers éthiques qui ont agité la médecine depuis 1977 autour du corps des femmes : pilule du lendemain, interruption volontaire de grossesse, procréation médicalement assistée, etc.

Inscription gratuite et obligatoire sur ulb.be/events/debats.

LA SPÉCIALISTE**Le corps et le cœur des femmes**

Le Dr Christine Kirkpatrick est une combattante des droits de la femme, et tout spécialement de celui qui consiste à gérer son corps comme elle l'entend. C'est à l'hôpital Saint-Pierre où elle effectue sa première année de travail comme gynécologue, qu'elle « plonge » dans la militance en faveur de l'avortement. Elle fera sa carrière à Erasme, tout en travaillant durant 12 ans dans les plannings familiaux de façon illégale pour y pratiquer ces avortements qu'aucune loi ne dépénalise encore. Chef du service obstétrique d'Erasme de 2005 à 2017, elle s'est spécialisée dans les grossesses à risque et le diabète gestationnel. Elle a œuvré à la création du « Cocon », une structure d'accouchement gérée par les sages-femmes. Son combat

pour l'accouchement « comme à la maison » ressort de son travail pour une prise en charge relationnelle et humaine du patient par l'hôpital. Elle a ainsi beaucoup travaillé avec la psychopédiatre française Françoise Molénat, pour mettre le resenti du patient au centre de la relation avec son médecin.

B.DX.